Recours au Règlement—M. McKnight

[Français]

M. Pinard: Madame le Président, je vais prendre la requête du député en sérieuse considération. En ce qui a trait à l'élection du président du comité, comme je l'ai dit tantôt, je ne m'en mêle pas. Cela est la responsabilité des membres du comité, et je suis sûr que les députés sont suffisamment sérieux pour faire un choix judicieux du successeur du député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier) lequel a offert sa démission comme président du comité.

[Traduction]

M. Murphy: Madame le Président, le leader du gouvernement à la Chambre permettra-t-il au député d'Ottawa-Vanier de continuer à siéger au comité, et avec la majorité libérale lui permettra-t-il d'en demeurer le président?

[Français]

M. Pinard: Madame le Président, j'ai répondu à cette question pendant la période des questions orales.

* * *

[Traduction]

RECOURS AU RÈGLEMENT

M. DOMM—LA PROCÉDURE CONCERNANT LA PRÉSENTATION DE PÉTITIONS

M. Bill Domm (Peterborough): Madame le Président, la procédure que nous suivons à la Chambre pour la présentation de pétitions a été contestée par un ministre. Selon moi, lorsqu'on fait signer une pétition et qu'on la remet à un député pour qu'il la présente au nom des électeurs qui y ont signé leur nom ou l'ont écrit en caractères d'imprimerie, il n'incombe pas au député qui présente la pétition de vérifier chaque signature. Au cours de la période des questions d'aujourd'hui, le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet) a parlé d'une pétition que vous, en qualité de Président de la Chambre, avez examinée, acceptée et déclarée recevable. Le ministre a mis votre jugement en doute.

Mme le Président: A l'ordre. Je suis certaine que le député se rend compte qu'il est en train de débattre la question. J'ai bien examiné la pétition et signalé à la Chambre qu'elle était conforme au Règlement quant à la forme. Les devoirs de la présidence s'arrêtent là. Les autres députés sont libres de penser ce qu'ils veulent d'une pétition en particulier. La question peut être débattue à la Chambre et elle le sera peut-être, mais le rappel au Règlement n'est pas fondé.

M. MCKNIGHT—LA MOTION PRÉSENTÉE PAR M. DE JONG AUX TERMES DE L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Bill McKnight (Kindersley-Lloydminster): Madame le Président, mon rappel au Règlement découle d'une motion aux termes de l'article 43 du Règlement qu'ont présentée le député de Regina-Est (M. de Jong) hier et le député de Regina-Ouest (M. Benjamin) aujourd'hui. Le Règlement exige que ces interventions portent sur des questions d'intérêt national, mais l'intérêt dans ce cas-ci est que Gretta de Jong a dirigé la campagne électorale de M. Van Mulligan. La question revêt-elle un intérêt national parce que le député de Regina-Est,

quand il va à Regina, habite chez M. Van Mulligan? Est-ce pour cela...

Mme le Président: A l'ordre. La question du Règlement se pose-t-elle? C'est là un excellent sujet de débat, mais il n'y a pas lieu d'invoquer le Règlement.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

LES PENSIONS

DÉPÔT DU LIVRE VERT SUR LES PENSIONS AINSI QUE DE DEUX DOCUMENTS AFFÉRENTS

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Madame le Président, en vertu de l'article 41(2) du Règlement, j'ai le plaisir de déposer en mon nom et en celui du ministre des Finances (M. Lalonde), dans les deux langues officielles, le Livre vert sur les pensions intitulé: *De meilleures pensions pour les Canadiens* ainsi que deux documents s'y rapportant et s'intitulant: *La part des femmes et Points saillants*.

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

M. HALLIDAY—LE DÉSARMEMENT GÉNÉRAL

M. Bruce Halliday (Oxford): Madame le Président, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre une pétition signée par 1088 habitants du comité d'Oxford et des environs. Les signataires prient instamment le gouvernement du Canada de négocier avec les autres échelons de gouvernement et de mettre en œuvre avec eux les mesures judicieuses qui permettront de procéder le plus tôt possible au désarmement général, et surtout au désarmement nucléaire.

M. Tom Mayberry de Ingersoll, en Ontario, est à l'origine de cette pétition; il s'est donné beaucoup de mal pour recueillir ces nombreuses signatures et pour mettre la question du désarmement au premier plan des préoccupations dans le comté d'Oxford.

* * *

● (1510)

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Madame le Président, on répond aujourd'hui aux questions nos 4127, 4348 et 4473.